



**ARRETE n° ARR-2023-0273-SG
PORTANT DELEGATION TEMPORAIRE DE SIGNATURE A
MONSIEUR JEAN-FRANÇOIS CLAPPAZ**

Monsieur le Président de la Communauté de communes Le Grésivaudan,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'article L5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le procès-verbal d'élection du Président, des vice-Présidents et de la conseillère communautaire déléguée du 10 juillet 2020 ;

Vu les délibérations DEL-2020-0154, DEL-2020-0155 et DEL-2020-0156 du conseil communautaire en date du 10 juillet 2020 portant élection du Président et des vice-Présidents ;

Vu la délibération DEL-2022-00262 du conseil communautaire en date du 27 juin 2022 portant délégations du conseil communautaire au Président ;

Considérant la nécessité pour la bonne marche des affaires intercommunales de prévoir les modalités de signature des actes du 1^{er} au 6 janvier 2024 ;

ARRETE

Article 1

Du 1^{er} au 6 janvier 2024 :

En l'absence de Monsieur le Président et des vice-Présidents et de la conseillère communautaire déléguée, concernés par la thématique de l'acte, Monsieur le Président donne, sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation à Monsieur Jean-François CLAPPAZ, 10ème vice-Président, en matière d'Économie et développement industriel, à l'effet de signer l'ensemble des actes relevant de sa compétence, au titre de ses pouvoirs propres, de ses délégations ou en exécution des délibérations du conseil communautaire, à l'exception des actes en matière de Ressources Humaines ainsi que les titres de recettes et les mandats de paiement, et, le cas échéant, dans les conditions définies par les arrêtés de délégation de fonction et de signature.

Article 2

Le présent arrêté entre en vigueur à compter de la date à laquelle il devient exécutoire.

Article 3

En application de l'article 6 du décret n° 2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, lorsque Monsieur Jean-François CLAPPAZ estime se trouver en situation de conflit d'intérêts, il en informe le Président de la communauté de communes par écrit, en précisant la teneur des questions pour lesquelles il estime ne pas devoir exercer ses compétences. Un arrêté du Président déterminera, en conséquence, les questions pour lesquelles il doit s'abstenir d'exercer ses compétences.

Article 4

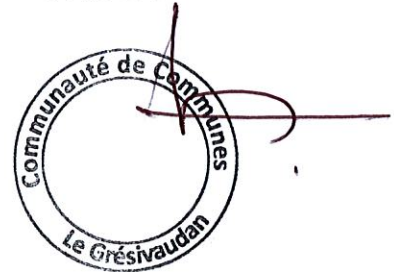
Le présent arrêté, ne visant qu'à régir une période définie, n'emporte pas abrogation de l'arrêté 2021-0257-DAGJ portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Jean-François CLAPPAZ.

Article 5

Le présent acte est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans les deux mois suivant la date la plus tardive entre la date de publication et de notification

Fait à Crolles, le 20 DEC. 2023

Le Président,
Henri BAILE



Affiché le :
Télétransmis le :
Notification faite le :

Signature de l'intéressé :